

Actualité

La revanche du pétoncle ?

Réflexions sur trente ans de néolibéralisme britannique

Lors de la campagne présidentielle française de 2007, le commentateur économique d'un quotidien parisien du soir a mis en lumière de manière concise et frappante ce qu'il considérait comme étant les grands succès de l'économie britannique sous la direction des néotravailleurs, à la suite de la longue période de transformation conservatrice¹. Selon lui, le libéralisme blairiste (et thatchérien) avait réussi à conjuguer réussite économique et justice sociale: une économie en pleine croissance, attirante pour les investisseurs étrangers et créatrice d'emplois; par conséquent, un taux de chômage officiellement autour de 5 %, loin en dessous de la piètre performance française; une progression spectaculaire dans l'élimination progressive de la pauvreté, surtout infantine; des investissements croissants dans l'éducation et la santé qui montraient, une fois pour toutes, que l'éloge du marché pouvait s'accompagner d'un soutien sans précédent aux services publics. À ceux et celles de ses lecteurs, surtout à gauche, qui ne percevaient tou-

KEITH DIXON
TRIANGLE-Université
de Lyon 2

jours pas les réalisations du « socialisme libéral », notre spécialiste attribuait un quotient intellectuel de pétoncle.

Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle semblaient lui emboîter le pas: pour eux, le Royaume-Uni avait des atouts que la France pouvait lui envier et le modèle britannique, bien que non transposable directement en France, devait donner à réfléchir à tous ceux qui souhaitaient la modernisation de la société et de l'économie françaises. En plein milieu du mouvement contre le Contrat première embauche, la candidate socialiste suggérait que l'on ferait bien de suivre l'exemple britannique pour l'emploi des jeunes, alors qu'à l'époque les jeunes salariés britanniques avaient encore moins de protection que leurs homologues français. Le candidat finalement victorieux avait, on s'en souvient, pris soin d'inviter

1. Éric Le Boucher, « Campagne médiocre: la faute à Blair » dans *Le Monde*, 24 mars 2007.

le Premier ministre britannique à un de ses meetings de campagne pour montrer à la fois son sens de l'ouverture et ses ambitions modernisatrices; le Premier ministre britannique, radieux de se trouver en si belle compagnie, fit comprendre à cette occasion de quel côté son cœur balançait. Quelques semaines après, quelques transfuges éminemment blairistes du Parti socialiste français entraient dans le premier gouvernement de l'ère sarkozyenne. Le triomphe du modèle politique britannique où gauche et droite parlementaires s'entendaient sur le fond, c'est-à-dire la défense de l'ordre néolibéral qui avait été inauguré par les gouvernements de Margaret Thatcher et consolidé par ceux de John Major et d'Anthony Blair, semblait acquis.

Le pourfendeur de la stupidité invertébrée d'une partie de l'électorat français de gauche n'était, bien sûr, pas isolé dans sa défense emphatique de ce qui se réalisait outre-Manche. Il n'était pas seul à trouver séduisante cette économie de marché britannique si dynamique et finalement si bénéfique aux salariés, voire aux pauvres. Dans les rédactions des principaux médias français, du Grand journal de Canal Plus, où Jean-Michel Apathie pouvait chanter les louanges du socialisme moderne pratiqué par les amis anglais, et tancer ses invités pour leur manque d'anglophilie politique, à *Libération* où les auteurs attirés des pages « Rebonds » revenaient souvent sur les réalisations du néolibéralisme « de gauche » réellement existant (on pense entre autres à l'inénarrable Zaki Laïdi), l'affaire était pliée: il fallait que la conversion de la gauche française au marché se réalise, et au plus vite.

Ce travail inlassable dans les médias pour mettre en lumière les réussites blai-

ristes s'est accompagné d'un autre travail, davantage de fond, dans le champ académique pour faire connaître les fondements théoriques de la nouvelle démarche des travaillistes britanniques (par la diffusion des travaux récents d'Anthony Giddens², fidèle défenseur voire théoricien du tournant néolibéral chez les travaillistes, entre autres) et pour explorer les contours d'une « tradition » ignorée – celle du socialisme libéral. Ici les travaux de Monique Canto-Sperber³, comme ceux de Laurent Bouvet⁴, ont leur importance. Il s'agissait de « redécouvrir » dans la tradition socialiste européenne les convergences occultées entre le libéralisme, politique et économique, et le socialisme. Un socialisme libéral qui serait en somme l'ancêtre, trop longtemps pourchassé (par un marxisme dominant et culpabilisateur s'entend), de la démarche blairiste. Cette entreprise intellectuelle a fait quelques adeptes dans le champ universitaire et a été, un temps, assez florissante.

Et puis il y a eu la crise

Aujourd'hui plus personne ne vole au secours des amis britanniques, empêtrés dans une crise que leur politique financière a largement contribué à précipiter. On se souviendra, tout de même, que c'est Margaret Thatcher qui a dérégulé le marché financier britannique en octobre 1986, par une série de mesures qu'on

2. Voir Anthony Giddens, Tony Blair, *La troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie* (avec une préface de Jacques Delors et traduit par Laurent Bouvet, Émilie Colombani et Frédéric Michel), Le Seuil, 2000.

3. Monique Canto-Sperber (avec Nadia Urbaniti), *Le socialisme libéral. Une anthologie: Europe-États-Unis*, Éditions Esprit, 2003.

4. Laurent Baumel et Laurent Bouvet, *L'année zéro de la gauche française*, Michalon, 2003.

qualifiait à l'époque de *big bang*, attirant ainsi vers Londres une activité financière foisonnante, et légitimant du même coup des pratiques qui, plus tard, allaient conduire plusieurs grandes banques britanniques au bord du gouffre. Le président français, qui avait trouvé tant de vertus à l'expérience britannique il y a seulement deux ans, raille désormais ses amis d'hier pour leur politique d'abandon du secteur industriel au bénéfice du secteur financier, et les banquiers anglo-américains pour leur irresponsabilité et leur âpreté au gain. Des journalistes autrefois enthousiastes se taisent : la mémoire médiatique est courte. Le quotient intellectuel de ceux qui se méfient des bienfaits du marché sans entraves et de leur illustration pratique en Grande-Bretagne n'est plus mis en cause.

Trente ans après l'arrivée de Margaret Thatcher au 10 *Downing Street*, on peut peut-être tenter un bilan de cette expérience britannique qui a mobilisé tant de soutiens et suscitait si peu d'analyses critiques, à gauche et à droite de l'échiquier politique français. À relire certaines prises de position françaises de l'ère anglophile (qui nous semble déjà à quelques années-lumière de la situation actuelle), on a l'impression qu'elles s'étaient inspirées davantage de la lecture rapide des communiqués de presse, si bien faits, de la direction du parti néotravailleiste au pouvoir à l'époque qu'à une quelconque connaissance de la société britannique. Le plus blairiste des ministres transfuges de la gauche parlementaire – Jean-Marie Bockel – semblait s'être octroyé un temps le rôle de porte-parole français d'Anthony Blair, rivali-

sant avec les scribes du Premier ministre d'outre-Manche dans le portrait d'une société britannique enfin modernisée, sortie du débat sclérosant entre gauche et droite, capable de saisir les opportunités qu'offre le marché mondial contemporain, si on se donne la peine de le comprendre, et de se plier à ses lois d'airain.

La réalité britannique contemporaine n'a jamais été ce que ces enthousiastes du marché ont prétendu. Ce n'est pas la crise actuelle qui a transformé l'idylle britannique en cauchemar (et encore moins le nouveau Premier ministre, Gordon Brown, qui n'est que la pâle imitation calviniste de son prédécesseur, quoi qu'en disent les médias) : au mieux, la crise actuelle a révélé les tendances profondes de la société et de l'économie britanniques que nous observons depuis trois décennies et dont la perception a été entravée en France, tant dans le champ politique que dans le champ académique, par les enthousiasmes idéologiques de quelques-uns. Quelles sont ces tendances ?

La précarité comme mode de gestion économique et sociale

Le travail de déconstruction des protections sociales qui avaient été mises en place pendant le quart de siècle où la social-démocratie était dominante en Grande-Bretagne (de 1945 à 1970) a été initié sous les gouvernements successifs de Margaret Thatcher, entre 1979 et 1990, et parachevé par ses successeurs conservateurs et néotravailleistes. Il fallait en finir avec les « rigidités » et les « pratiques restrictives » qui avaient fait de la Grande-Bretagne « l'homme malade de l'Europe » et de ses travailleurs parmi

les plus protégés et les plus récalcitrants politiquement du continent. Au nom de la nécessaire flexibilité du marché du travail, clef de voûte prétendue de la compétitivité britannique, le droit des salariés a été progressivement réduit à sa plus simple expression. L'allongement de la journée et de la semaine de travail sans restriction, l'utilisation de contrats de travail de courte durée, la multiplication du travail à mi-temps (souvent contraint), la levée de la protection contre le licenciement abusif pendant les deux premières années d'un contrat, l'autorisation du travail de nuit des femmes, la dépénalisation du travail des enfants, en bref la dérégulation radicale du marché du travail était présentée comme le chemin à emprunter pour retrouver le dynamisme économique et aller vers la création de ce que Margaret Thatcher appelait à l'époque « de vrais emplois » (et non pas les emplois subventionnés des années de plomb de l'intervention étatique tentaculaire). En rétablissant le *management's right to manage* et le droit des employeurs de disposer comme ils l'entendaient de leurs salariés, les premiers gouvernements thatcheriens opéraient une double transformation de la condition salariale en Grande-Bretagne. D'une part ils rendaient les salariés plus souples et plus disponibles pour suivre les hauts et les bas du cycle économique: c'était l'effet recherché et clairement annoncé de ces « réformes » qui ont ponctué les années quatre-vingt; d'autre part, en réduisant massivement les protections juridiques des salariés britanniques contre les abus patronaux, ces changements encourageaient la docilité. Cet effet-là, tout aussi important, était

rarement évoqué par les partisans de la « modernisation » du marché du travail.

Si, depuis 1997, les néotravailleurs ont éliminé quelques-unes des pratiques les plus indéfendables (aux yeux de cette partie de plus en plus réduite de l'électorat travailliste toujours attachée aux traditions socialistes) sur le marché du travail britannique, en rendant illégal le contrat « zéro heures » qui contraignait certains salariés à attendre, sans rémunération, parfois pendant des semaines entières, avant d'être appelés au travail ou en en réduisant la durée pendant laquelle un salarié ne jouit d'aucune protection contre le licenciement individuel de deux ans à un an. Mais l'architecture générale d'un marché de travail hautement flexible reste en place. C'est elle (et un régime fiscal favorable aux entreprises) qui a rendu la Grande-Bretagne attractive pour les capitaux étrangers qui ont afflué en nombre depuis une trentaine d'années; c'est elle qui permet aujourd'hui aux entreprises britanniques en difficulté de se débarrasser sans trop de peine et avec une remarquable promptitude de dizaines de milliers de salariés que la crise a rendus redondants. Si le taux de chômage actuel se situe officiellement autour de 6,7 % (il est en réalité bien supérieur à cela), même les spécialistes proches du gouvernement prédisent une spirale montant en peu de temps vers les 10 %.

La diminution massive du rôle des syndicats et la valorisation correspondante de celui des directions d'entreprises

Margaret Thatcher, on le sait, n'aimait pas les syndicats. Blair non plus, mais on

le sait moins. La Dame de Fer et son admirateur néotravailleiste, par leurs politiques conjuguées, ont réussi à mettre à genoux un mouvement ouvrier organisé autrefois puissant. Certes l'évolution de l'économie britannique y a contribué, avec la disparition des industries traditionnelles où le syndicalisme était autrefois prospère; l'organisation nouvelle du marché du travail avec ses bataillons de salarié(e)s précaires, ou travaillant à temps partiel, a rendu le travail d'organisation syndicale plus difficile; la privatisation et le démantèlement des grandes entreprises nationales, comme les chemins de fer, ont aussi privé les syndicats britanniques des places fortes qu'ils détenaient dans l'ancien secteur public. Mais sans une batterie de lois introduites entre 1980 et 1992 et une campagne idéologique de longue haleine, ce travail de destruction des capacités de défense collective des salariés britanniques n'aurait pas été couronné de succès. Et c'est justement l'hégémonie idéologique de l'anti-syndicalisme thatchérien qui a permis les revirements néotravailleistes à cet égard, après le départ forcé de M^{me} Thatcher. Après 12 ans de pouvoir, le constat est on ne peut plus clair: les gouvernements néotravailleistes de Blair et de Brown ont laissé largement intact le carcan juridique dont ils ont hérité des conservateurs et qui continue, surtout aujourd'hui, à entraver l'activité syndicale. Si les néotravailleistes ont effectivement permis la reconnaissance légale des sections syndicales d'entreprise, leur attitude générale envers le militantisme syndical, leurs critiques récurrentes du syndicalisme dans le secteur public et leurs litanies sur les « erreurs du passé »

(à savoir l'exercice vigoureux du pouvoir syndical dans les années soixante-dix) les placent nettement du côté des analyses originelles du thatchérisme montant.

À l'époque thatchérienne, l'interdiction des piquets de grèves autres que symboliques, l'imposition de nouvelles modalités de décision pour le mouvement social (l'interdiction de décider d'une grève en assemblée générale), l'interdiction des actions de solidarité (qui empêchent aujourd'hui toute convergence dans des luttes sociales entre salariés et intérimaires travaillant dans la même entreprise mais ayant des employeurs différents), le tout assorti d'amendes fortement pénalisantes en cas de non-respect de la loi, avaient contribué à réduire massivement le recours à la grève pour le plus grand bonheur des chefs d'entreprises (et des gouvernements). L'ensemble de cette législation a été conservé. Si la Grande-Bretagne est devenue le pays de la paix sociale, comme le prétendent avec fierté conservateurs et néotravailleistes, c'est parce que le mouvement syndical britannique a été muselé.

Mais en même temps que les conservateurs thatchériens dépeignaient les militants syndicaux comme les ennemis de l'intérieur (une phrase prononcée par Thatcher lors de la grève des mineurs de 1984-1985) et que Blair œuvrait à la déconnexion effective entre les syndicats et le parti qu'il dirigeait (préférant un financement plus « diversifié », notamment en provenance du monde des affaires), l'éloge de l'entrepreneur, de son dynamisme, de ses valeurs et de sa compréhension du monde « réel » devenait une figure imposée de la rhétorique politique

d'abord conservatrice, mais plus tard, avec autant sinon plus d'emphase, néotravailleuse. On faisait appel à l'esprit d'entreprise, voire aux entrepreneurs eux-mêmes, pour donner une nouvelle vigueur aux institutions britanniques.

De l'école primaire à l'université, en passant par le service national de santé ou le soutien à la culture, il s'agissait d'introduire des modes de gestion qui avaient fait leurs preuves dans le secteur privé : chaque université devait élaborer son plan d'entreprise, souvent avec l'aide d'anciens hommes d'affaires; chaque hôpital et chaque cabinet de médecin devait s'inspirer de ceux et de celles dont le métier était de vendre sur un marché concurrentiel; chaque bibliothèque devait veiller à valoriser ses produits dérivés. Tous devaient apprendre à répondre aux demandes de leurs clients. C'est vers une société de marché, où tout serait inspiré des pratiques marchandes, que la Grande-Bretagne s'est orientée: de ce point de vue, rien ne séparait la vision thatchérienne de celle des gouvernants « travailleuses » après 1997. Au contraire, l'engouement pour les hommes (et femmes) d'affaires a atteint son apogée sous les gouvernements de Blair. Aujourd'hui encore, si l'on ne prend que le seul secteur universitaire, les principaux responsables des organes d'évaluation et du pilotage de la recherche et de l'activité universitaires viennent du monde des affaires: le ministre de la Recherche et de l'Innovation lui-même, Lord Drayson, est l'ancien PDG de l'entreprise pharmaceutique Powder-Ject; le président du Conseil de la recherche médicale, Sir John Chisholm, avant d'entrer dans le giron du gouvernement néotravailleuse, était le patron d'une société d'*engineering* informatique

militaire; un des principaux responsables de l'orientation de la recherche publique britannique, Lord Sainsbury, est propriétaire d'une chaîne de supermarchés⁵.

Encore aujourd'hui, et malgré l'opprobre qui couvre une partie du monde des affaires à la suite de la crise financière et de la prise de conscience des privilèges dont jouissent certains, l'homme d'affaires reste une figure respectée, dans la rhétorique politique britannique, voire dans la mythologie populaire. Ainsi, par exemple, l'autoritarisme crasse d'Allan Sugar⁶, fondateur de l'entreprise informatique Amstrad, fait l'objet d'un *show* télévisuel britannique hebdomadaire, où Sugar brutalise des prétendants à l'emploi dans son entreprise, leur imposant des objectifs de vente impossibles à atteindre et les insultant pour leur peine.

La légitimation des inégalités sociales

« Nous sommes parfaitement à l'aise avec ceux qui s'en mettent plein les poches, à partir du moment où ils payent leurs impôts. » Ainsi s'exprimait Peter Mandelson en 1998 devant un parterre de cadres de l'industrie informatique californienne. Ses propos, souvent amputés de la dernière partie de la phrase, et prononcés avant le cataclysme financier actuel, ont quand même suscité un tollé en Grande-Bretagne, où les gens étaient pourtant habitués à l'éloge de la

5. Pour une analyse de l'invasion du champ de la recherche publique britannique par les managers du secteur privé, voir George Monbiot, « These men would never have given Charles Darwin a grant to set sail », *The Guardian*, 12 mai 2009.

6. Sugar a été récemment recruté par Gordon Brown comme conseiller spécial.

richesse depuis un certain nombre d'années. Ils révèlent à quel point la direction du parti néotravailleiste en était venue à accepter les inégalités sociales qui se sont creusées depuis une trentaine d'années en Grande-Bretagne, voire à en faire un titre de gloire. Mandelson a joué, et joue encore un rôle clef au sein du parti travailleiste depuis la transformation blairiste: trois fois membre du gouvernement (et deux fois chassé pour cause de scandales à propos de sa proximité avec le monde des affaires), il occupe aujourd'hui dans le gouvernement de Gordon Brown le poste de ministre de l'Industrie. Dans ce sens, il est parfaitement représentatif d'une certaine vision néotravailleiste de la richesse et de son utilité économique et sociale.

Conservateurs thatchériens et travailleistes « nouveaux » considèrent les inégalités comme une source de dynamisme économique: le désir de gagner toujours plus servant de saine incitation à une partie des salariés à travailler toujours plus, et toujours mieux. La création de richesse, par un effet de percolation, bénéficie à terme à toute la population, et comme Mandelson le rappelle dans cette citation, les riches contribuent à leur façon à la solidarité nationale, par le biais des impôts. Tout va donc bien dans le meilleur des mondes libéraux. Jusqu'à la crise récente, personne au sein de la direction néotravailleiste ne trouvait à redire aux revenus faramineux engrangés par les *golden boys* et *golden girls* de la City, les footballeurs de renom ou les « capitaines » de l'industrie britannique, sans parler des principaux actionnaires des grandes entreprises. Ils trouvaient d'autant moins à redire que bon nombre de ces Britanniques ultra-riches sont devenus les amis d'un néotravailleisme enfin récon-

cilié avec le capitalisme, et ont remplacé en partie les syndicats dans le financement des activités du parti (Lord Sainsbury a versé deux millions de livres pour la campagne électorale des néotravailleistes en 2005).

La société britannique est fortement marquée par les inégalités; on ne le dit pas assez. C'est le cas bien sûr aujourd'hui où la crise frappe surtout les plus fragiles, les plus précaires sur le marché du travail. Mais ce fut également le cas hier, lorsque notre journaliste parisien anglophile tançait ses lecteurs pour leur manque d'enthousiasme pour le modèle d'outre-Manche. Ces anglophiles acritiques considéraient sans doute que c'était le prix à payer pour l'extraordinaire dynamisme qu'ils recevaient dans le modèle britannique, et puis ils étaient prêts à croire les affirmations néotravailleistes répétées selon lesquelles la pauvreté infantine, véritable fléau du néolibéralisme britannique, serait bientôt vaincue, et que le gouvernement veillait à protéger les plus pauvres par une politique sociale ciblée et responsable (car fondée sur la notion de droits et de devoirs, surtout de devoirs, des plus pauvres).

Les affirmations britanniques officielles sur la défaite de la pauvreté au cours de la dernière décennie avaient à peu près la même valeur que les lointaines affirmations soviétiques sur les prouesses de leur industrie et ne convainquaient dans les deux cas que ceux qui avaient déjà une forte envie d'y croire. Selon la dernière étude publiée par l'*Institute of Fiscal Studies* de Londres⁷, non seulement les inégalités

7. Voir Larry Elliott et Polly Curtis, « Divided Britain – gap between rich and poor widest since the 60s », *The Guardian*, 8 mai 2009.

se sont creusées depuis 2005 (l'année de la troisième victoire aux élections législatives du parti d'Anthony Blair), avec des effets particulièrement marquants chez les adultes en âge de travailler et sans enfants, mais lorsque l'on regarde l'ensemble des critères indicatifs d'inégalités, le constat est net : la Grande-Bretagne néotravailleuse est encore plus inégalitaire – malgré ses prétentions rhétoriques et ses plans multiples d'élimination de la pauvreté – que la Grande-Bretagne des années Thatcher. Ces années-là avaient pourtant été marquées par un retournement de la tendance lourde depuis la guerre en faveur de la réduction des inégalités sociales. Non seulement le terrain perdu par les effets conjugués d'une récession féroce qui avait, au début des années quatre-vingt, fait décoller les chiffres du chômage (et qui en passant avait créé une nouvelle catégorie de chômeurs non recensés par les statistiques britanniques officielles, à savoir les « inaptes au travail », représentant encore aujourd'hui autour de 7 % de la population active), d'une pression organisée par l'État sur les prestations sociales et d'une fiscalité de plus en plus favorable aux riches, n'a pas été rattrapé par l'administration de Blair et de Brown, mais au contraire les écarts se sont encore creusés entre les dix pour cent aux revenus les plus élevés et les dix pour cent les plus pauvres sous le règne des « social-istes », pour reprendre l'auto-définition d'Anthony Blair. Selon les dernières estimations, le nombre de Britanniques vivant au-dessous du seuil de pauvreté officiel s'élève à 11 millions de personnes (300 000 de plus qu'il y a un an). Pour couronner le tout, on voit

se développer sur l'ensemble de la période une nette tendance dans le champ médiatique aussi bien que dans le champ politique à rendre les pauvres eux-mêmes responsables de leur pauvreté. En période de « plein emploi » – un des mythes britanniques les plus réussis de ces 15 dernières années – seuls les récalcitrants, les fraudeurs et les inadaptés ne trouvent pas d'emploi, non ? Ainsi s'est mis en place un dispositif extrêmement efficace de disqualification symbolique des pauvres et de dévalorisation systématique de tout ce qui pourrait être interprété comme relevant de la culture de la pauvreté, voire de la culture des pauvres.

Une Grande-Bretagne plus autoritaire

Depuis l'arrivée de néotravailleuses au pouvoir en 1997, la Grande-Bretagne est devenue un des champions mondiaux de l'autoritarisme pénal, et, pourrait-on dire, de l'autoritarisme tout court. Au nom d'une plus grande sécurité des citoyens, on a multiplié des mesures – des caméras de vidéosurveillance à tous les coins de rue à l'encouragement à la délation (par des activités de « surveillance citoyenne ») et à la constitution de groupes de police supplétive dans les quartiers populaires. Au nom de la lutte contre le terrorisme, après les attentats de New York en 2001 et de Londres en 2005, on a renforcé de manière considérable les pouvoirs de la police, avec comme conséquence des « bavures » récurrentes et prévisibles, et réduit de manière importante les droits individuels, quitte à braver la législation

européenne, notamment en matière de durée de détention des suspects. Dans ce domaine aussi, les gouvernements néotravailleurs successifs et leurs ministres de l'Intérieur si sensibles à une demande de punition qu'ils attribuent à l'opinion publique mais qu'ils contribuent largement à susciter, ont voulu faire toujours plus. Toujours plus d'incarcérés dans les prisons britanniques; toujours plus de prisons sous gestion privée pour les accueillir; toujours plus de raisons d'envoyer les Britanniques, jeunes ou non, vers les lieux d'incarcération de Sa Majesté. À cet égard, une des tendances les plus inquiétantes de ces dernières années a été l'extension de ce que les spécialistes appellent le « filet pénal »: désormais, par le biais des *Anti-Social Behaviour Orders* (ASBO), on peut se trouver, si on ne s'amende pas, menacé de prison pour des actes qui ne sont pas des délits (des actes « anti-sociaux »). De plus en plus de personnes (dont des handicapés mentaux) se trouvent aujourd'hui dans des prisons britanniques pour des activités certes agaçantes pour leur voisinage (du taguage des murs aux matchs de foot dans des lieux non prévus à cet effet) mais qui ne peuvent pas être considérées comme criminels⁸.

Un des faits remarquables dans l'histoire récente de la politique pénale britannique, qui va à l'encontre sans doute de l'intuition générale, c'est que le that-

chérisme a été en fait moins punitif que le néotravailleursisme. Il y a même pendant la décennie thatcherienne une relative tolérance pénale en comparaison avec la situation actuelle, et cela malgré les prises de position publiques de Margaret Thatcher, qui avait fait de la sécurité un de ses chevaux de bataille lors de la campagne électorale de 1979. C'est en fait avec les gouvernements Major (1990-1997) que le discours pénal a pris une tournure nettement plus répressive (« la prison marche » proclamait Michael Howard au ministère de l'Intérieur à l'intention de ceux qui s'inquiétaient des effets de l'incarcération de masse) et le taux d'incarcération a pris son envol. C'est aussi à ce moment-là qu'Anthony Blair est devenu porte-parole de l'opposition travailliste sur les questions de sécurité (en tant que ministre de l'Intérieur du cabinet fantôme) et qu'a commencé une véritable surenchère entre les deux partis pour savoir qui pouvait le mieux répondre à la demande sécuritaire (réelle ou supposée) de la population britannique, dont la presse *tabloïd*, de Rupert Murdoch en particulier, faisait la promotion.

Tout cela ne date pas de la crise actuelle. Celle-ci a néanmoins permis une meilleure compréhension des ressorts de cette patrie du libéralisme tant admirée il y a seulement quelques mois par une grande partie des faiseurs d'opinion français. La crise a mis en lumière de manière particulièrement crue les inégalités qui ont été un des traits distinctifs du néolibéralisme thatcherien et néotravailleursiste: personne (ou presque) ne se préoccupait des *bonus* des *traders* de la City ou des poignées d'or des capitaines de l'industrie,

8. Pour une discussion approfondie du caractère punitif de la politique pénale néotravailleursiste, voir la thèse (non publiée) d'Emma Bell, *L'État britannique entre le social et le carcéral. Une étude du « tournant punitif » de la politique pénale néotravailleursiste (1997-2007)*, Lyon, 2008.

que leur bilan soit médiocre ou non, avant que leurs activités ne commencent à faire dérailler l'économie nationale. La précarité généralisée était longtemps présentée comme la rançon du « succès » britannique: elle est aujourd'hui la poudrière sur laquelle la classe politique britannique, de gauche et de droite, est inconfortablement assise. L'anti-syndicalisme systémique et la réduction draconienne des droits syndicaux qui ont marqué ces trente dernières années privent les premiers concernés – les salariés victimes de la crise – de leurs défenses traditionnelles, conduisant à une véritable crise de représentation du monde du travail britannique, avec tous les dangers que cela peut comporter. L'autoritarisme qui a caractérisé la gestion des pauvres et des récalcitrants à l'ordre marchand depuis des décennies risque aujourd'hui de se retourner contre ses promoteurs. Car, ces dernières semaines, le système politique britannique et la « mère des parlements » autour de laquelle il est construit, tant admirés par nos anglophiles demi savants, vacillent. Le scandale des notes de frais des parlementaires de tous bords, déclenché par les révélations du *Daily Telegraph*, a révélé une désaffection de masse par rapport au fonctionnement de la démocratie « libérale » britannique. Il est plus difficile de prétendre, comme l'ont fait certains politologues friands de contes de fées, que le taux d'abstention massif aux élections nationales que l'on observe depuis l'arrivée des néotravailleurs au pouvoir, et surtout depuis 2001, est en fait un indicateur de satisfaction générale de l'électorat (tellement content de son destin qu'il ne se déplace plus). La

baisse du taux de participation électorale d'hier et l'éclatement de la domination bipartite d'aujourd'hui (dans les derniers sondages pour les élections européennes, les deux principaux partis qui ont géré la révolution néolibérale sont crédités, à eux deux, de moins de 50 % des voix) sont autant de signes de l'épuisement d'un modèle, non seulement d'organisation parlementaire, comme le prétendent les plus optimistes des commentateurs britanniques, mais d'organisation sociétale. Ce que la crise britannique actuelle laisse voir, c'est en quelque sorte la revanche du pétoncle. ■